

# Déserts médicaux : 11 millions de Français habitent à plus de trente minutes d'un service d'urgences

Mediacités publie une carte inédite des territoires éloignés des urgences hospitalières, des « zones blanches » en expansion, si l'on se réfère à la précédente étude sur le sujet. Même les départements qui comptent une grande métropole ne sont pas épargnés.

Nicolas Barriquand, Gael Cérez, Armelle Parion et Antony Torzec (Mediacités)

23 septembre 2024 à 12h14

FévrierFévrier 2024. Aurélia taille les vignes d'un vignoble gersois, à Courrensan. Au lieu d'un sarment, son sécateur électrique lui sectionne l'auriculaire. « *Mon petit doigt pissait le sang et ne tenait qu'à un fil* », se rappelle la technicienne viticole. Heureusement pour elle, si le petit village de quelques centaines d'habitants est dépourvu d'un service de soins, il dispose d'une caserne de pompiers. Ceux-ci la transportent aussitôt à Auch, à 40 kilomètres de là, puis estiment que son traumatisme serait mieux pris en charge au CHU de Toulouse.

Transférée dans une ambulance en bord de route, la quadragénaire arrive au service de chirurgie orthopédique et traumatologique de l'hôpital Purpan une heure et demie plus tard, au terme d'un trajet à vive allure.

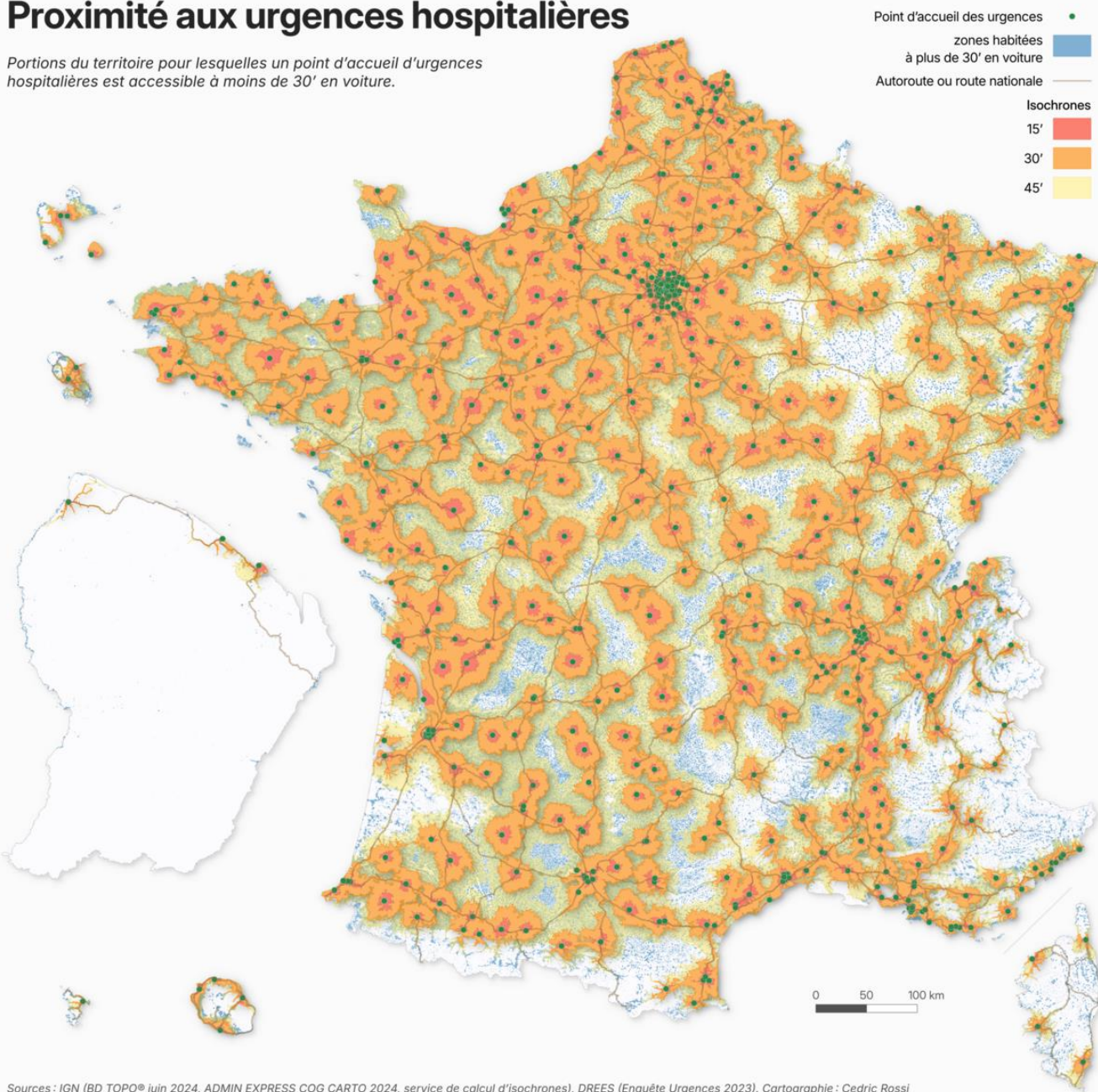
Après cinq heures d'opération et sept mois de convalescence, Aurélia a recouvré une bonne partie de sa motricité, grâce au savoir-faire de la chaîne de soins. « *J'ai eu de la chance que les services de secours aient été réactifs et d'avoir été opérée à Purpan, où le service est particulièrement réputé*, souligne-t-elle. *Plusieurs professionnels m'ont dit qu'à Auch, j'aurais sans doute été amputée. Pour pouvoir récupérer un membre sectionné, il ne faut pas attendre plus de huit à dix heures avant d'opérer.* »

## 17 % des Français concernés

Le cas d'Aurélia est heureusement exceptionnel. Selon le travail du cartographe Cédric Rossi, [récompensé par l'IGN](#) (Institut national de l'information géographique et forestière) et que nous reproduisons ci-dessous, moins de 1 % des Français·es vivent à plus d'une heure d'un service d'urgences. Pas de quoi pavoiser pour autant. D'après l'analyse de Mediacités, 11,6 millions de personnes vivaient, en 2023, à plus de trente minutes d'un service d'urgences, soit 17 % de la population nationale.

## Proximité aux urgences hospitalières

Portions du territoire pour lesquelles un point d'accueil d'urgences hospitalières est accessible à moins de 30' en voiture.



seuil de trente minutes est [considéré comme critique](#) pour la prise en charge des pathologies les plus graves (AVC, arrêt cardiaque, traumatismes graves). « *Au-delà, on se déplace souvent pour constater le décès, confie Vincent Bounes, chef du service mobile d'urgence et de réanimation (Smur) de Haute-Garonne. Plus le patient est pris en charge rapidement, plus ses chances de survie et de récupération sont bonnes. Plus vite on peut déboucher l'artère d'un patient à l'hôpital, mieux c'est pour lui.* »

On pourrait presque dire qu'une catastrophe sanitaire s'annonce.

Gwenaël Frassa, coordinateur d'un service d'urgences non vitales

Ancien chef des urgences de l'hôpital Joseph-Ducuing, à Toulouse, Gwenaël Frassa [a démissionné](#) pour devenir médecin généraliste. Depuis, il coordonne le Cosil, un service d'urgences non vitales installé en 2021 dans une clinique de Villefranche-de-Lauragais, à l'est de Toulouse.

Les enseignements de notre enquête cartographique correspondent à son quotidien : « *Quand on a des appels de patients qui sont loin, c'est compliqué, surtout qu'ils sont également loin des généralistes... On pourrait presque dire qu'une catastrophe sanitaire s'annonce, si le terme n'était pas exagéré, juge-t-il. Dans des secteurs comme Saint-Gaudens et vers les Pyrénées, il ne faut pas avoir de problème grave ou*

*urgent, car vous n'aurez pas de solution rapide et adaptée. Je pense à un AVC, un infarctus, un arrêt cardiaque, un étouffement, une crise d'asthme ou d'épilepsie, tous ces problèmes qui nécessitent une prise en charge rapide. »*

De fait, la Haute-Garonne se situe au-dessus de la moyenne nationale, avec 20 % de ses habitant·es vivant à plus de trente minutes d'un service d'urgences, surtout dans le sud du département. À l'échelle de l'Occitanie, d'autres territoires sont plus à plaindre : outre la Lozère (*lire plus bas*), le Gers (55,6 %), le Lot (34 %), l'Aveyron (33 %) et l'Ariège (32 %) sont particulièrement exposés.

## Une évolution qui interpelle

Les enseignements de la carte de Cédric Rossi interpellent d'autant plus que les derniers chiffres connus sur le sujet sont bien moins élevés. En 2021, l'Association des maires ruraux de France (AMRF) pointait [dans une étude](#) que 10 % de la population était concernée par un éloignement de plus de trente minutes des urgences. Parmi ces 6 millions de personnes, 75 % d'entre elles vivaient en milieu rural. Faut-il conclure à un quasi-doublement du nombre de personnes éloignées des services d'urgence ? Rien n'est moins sûr, car la méthodologie de calcul peut différer entre les deux études.

Mais entre 6 et 11 millions de Français, la différence provoque presque un haussement d'épaules désabusé quand on la présente à Cédric Szabo, directeur de l'AMRF : « *Une étude comme celle qu'on avait publiée en 2021 a créé du débat public, mais elle n'a pas fait ciller le ministère de la santé... On ne peut que constater un processus de fragilisation des structures de santé pour ensuite avancer que la sécurité du patient est en jeu, puis fermer. Car l'objectif reste de fermer des établissements.* »

## Une situation délicate dans les Pays de la Loire

À la demande de Mediacités, Cédric Rossi a calculé le nombre d'habitanc·es vivant en dehors des zones rouges et orange situées à moins d'une demi-heure d'un service d'urgences. Comme le montre la carte ci-dessous, la situation est très différente d'un département à l'autre.

### [A Flourish map](#)

© Infographie Cédric Rossi

En pourcentage de population, c'est la Lozère qui se trouve dans la pire des situations. Près de 70 % des 77 500 Lozérien·es vivent éloigné·es du premier service d'urgences. Mais loin devant ce département occitan, c'est la Loire-Atlantique qui compte le plus d'habitanc·es trop éloigné·es des urgences : 483 000 au total, soit 34,3 % de sa population.

Les autres départements de la région Pays de la Loire ne sont pas mieux lotis. Dans le Maine-et-Loire, 238 000 personnes sont concernées (29,7 % de la population) ; 88 600 en Mayenne (28,6 %) ; 168 000 en Vendée (23,9 %) et 76 200 dans la Sarthe (13 %).

À lire aussi

### [La série de décès aux urgences de Nantes devient le symbole de la crise de l'hôpital](#)

22 août 2024

« *Cette question de l'éloignement des services d'urgence est un vrai sujet pour les habitants de nos communes rurales* », réagit Roch Chéraud, maire de Saint-Viaud, dans le pays de Retz, et coprésident de l'association des maires ruraux de Loire-Atlantique. « *Les statistiques sont formelles, poursuit-il, l'éloignement a pour effet de creuser de deux ans la différence entre l'espérance de vie des habitants des villes et celle des habitants de la campagne. Il faut tendre vers un rééquilibrage et un meilleur accès aux soins, partout et pour tous.* »



Selon [une étude](#) de 2023 de l'Insee des Pays de la Loire, la région de l'Ouest est d'ailleurs moins bien dotée en médecins généralistes que le reste du pays, et les inégalités s'accroissent. « *Dans le cas de la Loire-Atlantique, il faut relativiser, souligne cependant Roch Chéraud. La prévention des risques est mieux prise en charge ici, avec des suivis cancer ou cardio plus sérieux. De plus, nous avons des pompiers volontaires efficaces, avec un maillage territorial développé. Tout ceci nous évite bien des drames.* »

## Et dans les Hauts-de-France ?

La situation y est meilleure que dans le reste du pays. Seulement 11 % de la population régionale habite à plus de trente minutes en voiture d'un service d'urgences. Dans le détail, le Nord et le Pas-de-Calais s'en sortent encore mieux. 5,3 % des Nordistes (136 000 personnes) et 6,1 % des Pas-de-Calaisien·nes sont concernés.

Juste sous la moyenne nationale, 14 % des habitants de l'Oise et 15 % de ceux de la Somme doivent rouler plus d'une demi-heure pour rejoindre un hôpital, soit 114 000 et 84 000 personnes respectivement. Au bas du tableau, l'Aisne compte la plus forte proportion d'habitant·es en zone blanche urgences, avec 20 % de sa population, soit près de 108 000 personnes.

## La dèche ardéchoise

Dans la grande région lyonnaise, c'est le département du Rhône qui affiche, sans surprise, la part d'habitant·es en « zone blanche urgences » la moins importante. Proximité de la métropole de Lyon et de ses nombreux établissements hospitaliers oblige, 6,2 % seulement de la population vit à plus de trente minutes du plus proche service d'urgences, soit 111 000 Rhodanien·nes. On les trouve dans le Beaujolais vert, du côté des Écharmeaux, ou encore dans les monts du Lyonnais.



Les urgences de l'hôpital Édouard-Herriot, à Lyon.  
© Photo Nicolas Barriquand / Mediacités

Dans les départements limitrophes, la carte de Cédric Rossi révèle des chiffres bien plus importants. 16,2 % des habitant·es de la Loire, soit 121 275 personnes, vivent à plus de trente minutes d'un service d'urgences. Ils sont 17,4 % en Isère (222 583 personnes) et 33,6 % dans l'Ain (218 647 personnes).

Ce taux bondit même à 44,9 %, soit plus de 148 000 habitant·es

sur 330 000, en Ardèche, connue pour ses routes sinueuses. Pour ne rien arranger, le département subit des fermetures ponctuelles de certains services d'urgences. Ce fut le cas, pendant quatre nuits en février, de celui de l'hôpital d'Aubenas en raison d'un manque de personnel. « *Avec les congés pris au mois de février, nos médecins urgentistes ne peuvent pas être remplacés* », expliquait alors l'établissement interrogé par [France 3 Auvergne-Rhône-Alpes](#).

Des urgences portes closes pendant quelques heures ou quelques jours : la situation n'est pas propre à l'Ardèche. En août, [les hôpitaux de Bourgoin-Jallieu et du Pont-de-Beauvoisin](#) (Isère) ont fermé leurs urgences quatre nuits pour le premier établissement, quatre journées pour le second. Là encore, en pleine période estivale, le manque de médecins était en cause. Plus tôt dans l'été, toujours pour la même raison, [la](#)

[clinique des Côtes-du-Rhône](#), à Roussillon, avait interrompu les accueils aux urgences pendant le week-end du 14 juillet.

On assiste malheureusement au recul d'un service public fondamental.

Emmanuelle Anthoine, ex-députée LR de la Drôme

Ces fermetures limitées dans le temps ne sont pas prises en compte dans notre carte. Mécaniquement, elles étendent les « zones blanches » pendant certaines périodes de l'année. Le phénomène est loin d'être anecdotique : en 2023, l'ex-députée de la Drôme Emmanuelle Anthoine (Les Républicains) interpellait le gouvernement sur le sujet. D'après les chiffres du syndicat Samu-Urgences de France, à l'été 2023, 163 services d'urgences ont fermé, au moins ponctuellement, leurs portes, alertait-elle.

À lire aussi

[Décès aux urgences : après l'alerte, la dégringolade](#)

26 février 2024

« *On assiste malheureusement au recul d'un service public fondamental* », déplorait l'élue dans [une question](#) adressée au ministre de la santé. Et de proposer de mobiliser la réserve sanitaire pour « *assurer le maintien de l'ouverture de ces services* ». Une suggestion restée lettre morte : sa question a été retirée à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale.

Alors que faire ? Si construire de nouveaux services d'urgences dans les territoires déshérités relève « *de la science-fiction* », selon Vincent Bounes, du fait du manque de professionnel·les et d'investissements trop importants à réaliser, le problème n'est pas insoluble. Pour ce vice-président chargé de la santé au conseil régional d'Occitanie, il serait possible de remailler le territoire en recrutant 30 % de généralistes en plus et en les formant à la médecine d'urgence. Une piste de réflexion pour la ou le futur ministre de la santé du gouvernement Barnier...

Nicolas Barriquand, Gael Cérez, Armelle Parion et Antony Torzec (Mediacités)